



n°9405/DT

## ETAT DES STATISTIQUES SUR L'AGRICULTURE

### diagnostic et propositions

Novembre 1994 <sup>1)</sup>

Partant du constat qu'il ne peut y avoir d'analyse macro-économique sérieuse sans un système d'informations statistiques performant, le projet MADIO se propose d'engager sa réflexion par une première phase de bilan de l'état du système d'informations statistiques portant sur les données d'intérêt général pour le macro-économiste. Au cours de cette phase, différents thèmes seront abordés, dont plus particulièrement : les statistiques de production du secteur moderne, les statistiques économiques sur les ménages, les statistiques de prix à la consommation, les statistiques agricoles, et les statistiques du commerce extérieur. Parallèlement, un travail similaire sera réalisé concernant les modèles macro-économiques appliqués à l'économie malgache.

On rédigera pour chacun de ces thèmes une note, où l'on établira un diagnostic des sources existantes (périodicité, qualité, type d'exploitation possible, etc.), et où l'on présentera un certain nombre de propositions concrètes concernant soit l'amélioration du système en place, soit la mise en oeuvre d'opérations statistiques spécifiques. Toutes ces opérations s'inscriront dans le cadre du "*projet de réhabilitation du système statistique national*" défini par la DGBDE en juillet 1994 <sup>(2)</sup>.

Ce document technique retrace, dans une première partie, l'état actuel du dispositif statistique des différentes sous-branches de l'Agriculture telles que la production végétale, l'élevage, les eaux et forêts, la pêche. Dans une deuxième partie, pour mieux exploiter les données existantes et pour apporter des améliorations aux systèmes d'information déjà mis en place, deux propositions d'actions dans le cadre du projet MADIO sont faites :

- l'exploitation des données de l'Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 93 ;
- l'installation des observatoires en milieu rural.

<sup>1)</sup> Ce document a été rédigé par Faly RAKOTOMANANA, projet MADIO.

<sup>2)</sup> DGBDE, "*Projet de réhabilitation du système statistique national*", Ministère de l'économie et du Plan, Madagascar, juillet 1994, 126p.

## **I - DIAGNOSTIC**

Les statistiques agricoles englobent toutes les données se rapportant aux produits (quantités, prix, utilisations) des différentes sous-branches de l'Agriculture (Production végétale, Elevage, Eaux et Forêts, Pêche) ainsi que les autres informations statistiques, qui permettent de décrire les interactions entre le secteur agricole et les autres secteurs de l'économie nationale (institutions financières et compagnies d'assurance), notamment le financement du monde rural. Elles peuvent être obtenues par des approches différentes : les enquêtes auprès des exploitations, les enquêtes auprès des ménages, les études sur le marché et les procédures administratives.

### *Statistiques de Production végétale*

Les statistiques sur la production agricole à Madagascar sont élaborées par le *Service de la Méthodologie et du Traitement des Informations Statistiques (SMTIS) - Direction de la Programmation et du Financement - Ministère d'Etat du Développement Rural et de la Réforme Foncière*.

### *Recensement National de l'Agriculture RNA 1984/85*

Le premier et le dernier "*Recensement National de l'Agriculture (RNA)*" a été réalisé durant la campagne agricole 1984/85 par le SMTIS du Ministère de la Production agricole et de la Réforme agraire MPARA avec l'appui technique et financier de la FAO et du PNUD (Projet MAG/82/002). Les principaux objectifs du projet étaient, d'une part, d'établir une typologie des exploitations, et d'autre part la mise en place du "*Système Permanent de la Statistique Agricole*". Faute de moyens humains et financiers, le système comprenant 12 circonscriptions de la statistique agricole (CISTA) n'a pu fonctionner que durant les campagnes 90/91, 91/92 et 92/93.

Du point de vue statistique, cette opération n'est pas véritablement un recensement. En réalité, ce n'est qu'une enquête auprès des exploitations agricoles à couverture relativement large : elle a embrassé l'ensemble du pays et a porté sur 16612 exploitations agricoles. En fonction de leur type et leur taille, les exploitations agricoles ont été réparties en deux secteurs distincts : *le secteur traditionnel et le secteur moderne*, dont la production est orientée vers les spéculations agricoles destinées à l'industrie ou l'exportation et des exploitations traditionnelles de taille exceptionnelle<sup>3)</sup>). Le pays a été découpé en 6 régions agro-climatiques homogènes<sup>4)</sup>, qui ont été, à leur tour, découpées en 17 sous régions.

Deux types d'enquête ont été adoptés selon le secteur considéré. Dans le secteur moderne, un peu plus de 850 exploitations ont été enquêtées de façon exhaustive, mais après depouillement des questionnaires, 612 seulement ont été retenus. La base de sondage utilisée a été obtenue par le recoupement du fichier des établissements de la BDE, de celui des

---

<sup>3)</sup> C'est l'ensemble des exploitations vérifiant l'une des conditions suivantes: terres mises en valeur supérieures à 10 ha, disponibilité d'au moins

5 salariés permanents, existence de matériel ou d'installation particulière de pointe

<sup>4)</sup> Suivant les données climatologiques des 30 dernières années recueillies auprès du Service de la Météorologie Nationale et le découpage en régions agricoles tiré de l'Atlas de Madagascar

employeurs de la CNaPS et de l'annuaire téléphonique des PTT. Dans le secteur traditionnel, l'absence d'une liste exhaustive de toutes les exploitations a conduit à procéder à une enquête par sondage à deux degrés (Fokontany - Exploitation)<sup>5)</sup>. Finalement, l'échantillon comprend 16000 exploitations agricoles. Pour la base de sondage utilisée, on a pris : au premier degré la liste des fokontany et, au deuxième degré, la liste exhaustive des exploitations agricoles pour chaque fokontany tiré.

La réalisation de ces enquêtes s'est faite en trois passages pour chaque exploitation durant la campagne agricole. Les données ont été obtenues par des mesures effectives sur terrain faites par les enquêteurs (mesures des superficies et des rendements de production). En vue d'apprécier et de valider la qualité des données brutes, on a effectué juste après l'opération (novembre 1985 au Janvier 1986) une enquête post-censitaire sur un sous-échantillon (au un vingtième) du RNA.

Des résultats préliminaires ont été publiés au mois de Mai 1986. Le traitement des données a été achevé au mois d'Avril 1988 et les résultats définitifs ont été publiés dans une série de documents comprenant 5 tomes. Les informations recueillies concernent : les caractéristiques générales du milieu rural, la main-d'oeuvre des exploitations agricoles, les cultures et superficies des exploitations agricoles.

Pour estimer les prix "aux producteurs" des produits agricoles, une sorte de typologie de marché a été établie lors du RNA 84/85. Les différents marchés ont été classés en marché primaire, secondaire ou tertiaire selon le pourcentage des producteurs parmi les vendeurs. Les prix sur les marchés primaires ont été pris comme des prix "aux producteurs".

A priori, puisque c'est la plus grande opération qui a été menée par le SMTIS en matière d'enquête agricole, ces résultats peuvent servir de jalon pour les statistiques de production agricole ultérieures. Mais la non-disponibilité des fichiers des données de base et des documents présentant la méthode d'extrapolation retenue ne nous a pas permis de porter des jugements sur la qualité des résultats obtenus.

L'utilisation des résultats du RGPH 74/75 (structure démographique de la population rurale et la taille des fokontany) dans la base de sondage (tirage des fokontany) a pu biaiser les résultats du RNA 84/85, car beaucoup de changements sont apparus, surtout dans le domaine de l'agriculture, durant la décennie 1974-1984 : les nouvelles délimitations administratives, les migrations ou exode rural, les programmes d'investissement à outrance, la politique d'autosuffisance alimentaire, etc..

#### *Enquêtes connexes au RNA 84/85*

Trois autres enquêtes ont été menées simultanément avec le RNA 84/85 : l'enquête sur les coûts de production (cas du Paddy), l'enquête sur les pertes après récolte (cas du Paddy) et celle sur les rendements de production des principaux produits agricoles. Ce sont des enquêtes par sondage à trois degrés (fokontany-exploitation-parcelle de rizière) et ont porté sur des

---

<sup>5)</sup> 1<sup>er</sup> degré : tirage de 1 sur 4 fokontany pour chaque sous-région (avec probabilité proportionnelle à la taille démographique du fokontany). On a utilisé les résultats du RGPH 75.

2<sup>ème</sup> degré : tirage d'un certain nombre d'exploitations pour chaque fokontany tiré de telle sorte que chaque exploitation du pays a la même probabilité d'être tiré dans l'échantillon

sous-échantillons du RNA ( 1584 exploitations pour la première, 574 pour la deuxième et 4300 pour la troisième).

### *Enquêtes Annuelles*

Dans le but de suivre l'évolution temporelle des caractéristiques de la production agricole (superficies cultivées, niveau et rendement de production), le Service chargé de la Statistique du Ministère de l'Agriculture effectue chaque année (depuis 1969) des enquêtes par sondage sur les exploitations agricoles. Faute de moyens financiers, l'enquête est suspendue durant la campagne 93/94<sup>6</sup>.

Concernant la méthodologie adoptée pour ces enquêtes, aucun document n'est disponible. A partir de l'année 1990, ces enquêtes entrent dans le cadre du "Système Permanent de la Statistique Agricole" mis en place lors du Recensement National de l'Agriculture 1984/1985. Elles ont couvert les 12 Circonscriptions de la Statistique Agricole (CISTA) opérationnelles parmi les 18 CISTA prévues (les 6 circonscriptions restantes ont été enquêtées par des agents du service centrale). Les procédures d'enquête suivent les mêmes principes que celles du RNA 84/85, mais la couverture varie en fonction des disponibilités financières du SMTIS (aux environs de 1500 pendant les campagnes 90/91,91/92 et 92/93).

Les informations ont été obtenues (sauf pour les grandes exploitations) par des mesures effectives faites par les enquêteurs. Elles concernent surtout le riz et les autres principaux produits (produits d'exportation traditionnelle, manioc, maïs, etc.). Pour des produits spécifiques, d'autres sources d'informations sont utilisées : l'Office Malgache du Tabac (OFMATA) pour le tabac, la société HASYMA pour le coton, la société KOBAMA pour le blé.

Les agents du service font aussi des relevés hebdomadaires des prix des produits agricoles sur les marchés hebdomadaires des chefs lieux des Firaisampokontany.

Les résultats de ces enquêtes sont publiés dans des annuaires (1969 à 1992) . Ces annuaires contiennent aussi quelques chiffres sur l'Elevage, la Pêche, la production forestière, le financement du monde rural, etc..

### *Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 93\_*

La 7-ème section de l'EPM 93 pourra fournir des informations statistiques se rapportant aux caractéristiques de l'agriculture vues du côté des ménages agricoles (cultures et superficies exploitées, caractéristiques des "actifs" et du "travail" agricoles, coûts et rendements de production, etc.), aux utilisations des produits ( autoconsommation, ventes, rémunération en nature des salariés, semences, stocks, etc.) et aux prix "aux producteurs" des produits agricoles au sens des prix auxquels les producteurs vendent effectivement leurs produits.

---

<sup>6</sup>) Le SMTIS n'a pu mener qu'une enquête auprès des exploitations rizicoles dans le but d'estimer l'impact du cyclone Geralda sur la production rizicole.

### Statistiques d'Elevage

Les statistiques de l'Elevage sont centralisées au *Service de la Planification (Division des Etudes) - Direction de l'Elevage - Ministère d'Etat du Développement Rural et de la Reforme Foncière*. Le traitement des informations est informatisé depuis cette année 1994.

### *Recensement National de l'Agriculture RNA 84/85*

Les caractéristiques de la production animale à Madagascar (Elevage de bovins, Elevage de porcins, Elevage de volailles et Apiculture) faisaient parties des informations recueillies pendant le Recensement National de l'Agriculture en 1984/85. Deux secteurs ont été considérés suivant la taille des exploitations : le secteur traditionnel et le secteur moderne<sup>7)</sup>. Au total, 16000 exploitants agricoles du secteur traditionnel ont été enquêtés mais, en réalité, elles n'étaient pas toutes dans le secteur de l'Elevage. Cela aurait pu faire diminuer le degré de fiabilité des données sur l'effectif du cheptel. On ne peut rien dire quant à la représentativité de l'échantillon. Le dénombrement du cheptel, effectué auprès des exploitants, s'est fait par déclaration pour l'élevage extensif et par comptage des animaux pour les élevages sédentaires.

Les résultats sont publiés dans le 5<sup>ème</sup> tome du RNA 84/85 intitulé : "*Cheptel et Equipements des exploitations agricoles*". Il concerne les effectifs du cheptel par espèce suivant l'âge, selon la classe de superficies physiques des exploitations et selon la catégorie. Aucune information n'a été obtenue sur les autres produits de l'élevage (lait, peau, oeufs, etc.) et leur utilisation, ainsi que les prix.

### *Enquête-recensements SEDES*

Les *enquêtes-recensements* ont été conçues dans leurs termes de référence pour estimer les effectifs et les caractéristiques du cheptel malgache, essentiellement pour les bovins. La Direction de l'Elevage était chargée de réaliser les opérations de collecte des données, de contrôle et de vérification. Elle a bénéficié de l'appui de la *Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social (SEDES)* sur le plan méthodologique, pour la préparation de l'enquête.

- La première "enquête-recensement SEDES" s'est déroulée en 1978. On n'a pas pu trouver, pour le moment, les documents concernant les résultats de cette enquête.

- La deuxième "enquête-recensement SEDES" a été organisée en deux phases : la première concernant les deux Faritany (Antananarivo et Mahajanga) et a été réalisée au cours de la

---

<sup>7)</sup> le secteur moderne est défini comme l'ensemble des exploitations remplissant simultanément au moins deux des conditions suivantes:  
- élevage de bovins : élevage d'au moins 15 têtes, présence d'étable, présence de prairies artificielles, existence d'au moins 5 salariés permanents  
- élevage de porcins : présence d'une porcherie dont la capacité minimale est de 20 têtes, présence d'un broyeur ou d'un mélangeur  
- élevage de volailles : possession d'au moins 500 têtes, existence d'installation particulière (provenderie)  
- apiculture : existence de 20 ruches au minimum

campagne de vaccination de 1984 , la deuxième concernant les quatre autres Faritany et a été réalisée au cours de la campagne de vaccination de 1986 (une enquête complémentaire a été réalisée au cours de la campagne 1987 pour améliorer les résultats de la deuxième phase où plusieurs cas de non-réponses ont été observés lors du dépouillement des questionnaires). Au total, les enquêtes se sont déroulées de 1984 à début 1988. On a enquêté de façon exhaustive les 15700 exploitants-éleveurs des 310 Fokontany tirés dans des 14 strates (le critère de stratification est inconnu) dans l'ensemble du pays. La base de sondage utilisée est la liste des fokontany.

Les informations recueillies concernent : la répartition des types d'élevage par sous région, les données structurelles du troupeau bovin national, l'utilisation du cheptel (consommations, cheptel de traction et de travail, etc.) et les données dynamiques du troupeau (naissances, mortalité) . Les documents sont disponibles à la documentation de la Direction de l'Elevage.

### *Enquête LBI*

Le bureau d'études "*Louis Berger International*" (LBI) a effectué en 1987 (à la fin de la deuxième phase de l'"enquête-recensement SEDES") une enquête portant essentiellement sur l'évaluation des potentialités d'exportation des viandes bovines. L'enquête par sondage a porté sur des "unités zootechniques" (UZ). Il semble que les résultats de l'enquête ont été sérieusement critiqués notamment à cause de la faiblesse de l'échantillon retenu (une soixantaine d'enquêtés au départ et seulement 25 questionnaires ont pu être exploités). Malheureusement, on n'a pas pu avoir accès aux documents concernant cette enquête.

### *Annuaire Statistiques de la Direction de l'Elevage*

Les statistiques d'élevage sont suivies à Madagascar à partir de deux séries de chiffres :

- "*les Recensements Administratifs*", établis par Fivondronana collectent des informations de bases diverses: déclaration des éleveurs aux collectivités de base, ou "cahiers d'éleveurs" ou à défaut "estimation" de l'agent de l'élevage chargé des vaccinations. Ces données de base ,au niveau du poste vétérinaire ou des circonscriptions de l'Elevage (CIREL), sont collectées séparément , soit par la direction centrale du service vétérinaire, soit par chaque Service Provincial de l'Elevage (SPEL).

- "*les estimations de la Direction de l'Elevage*" sont établies seulement par Faritany, soit en utilisant des coefficients de redressement par rapport aux "recensements administratifs", soit en adoptant des taux de croissance fixes estimés à partir des résultats des différentes enquêtes recensements SEDES ou LBI .

Ces chiffres sont publiés dans des annuaires statistiques (depuis l'année 1987). L'annuaire des statistiques de l'Elevage de l'année 1992 est en cours de publication.

En tout état de cause, ces chiffres ne représentent que les animaux déclarés à l'administration, ou présentés à la vaccination. On constate ainsi que les recensements suivent les fluctuations des vaccinations qui sont dues surtout à la disponibilité en vaccins ou en moyens de déplacements. Les chiffres publiés pour l'année 1984 montrent cette perte d'information : les chiffres obtenus à partir du recensement administratif sont sous-estimés par rapport à ceux obtenus lors du RNA 84/85.

**Tableau 1**  
**Couverture du Recensement administratif en 1984 par rapport au RNA 84/85**

	<i>Bovins</i>	<i>Porcins</i>	<i>Volailles</i>
<b>RNA 84/85</b>	8148984	736027	19885437
<b>Rec. Adm. 84</b>	7126020	660982	13169109
<b>Taux de couverture du Rec. Adm. 84 par rapport au RNA 84/85</b>	<b>87,4%</b>	<b>89,8%</b>	<b>66,2%</b>

Source: Direction de l'Elevage, SMTIS, nos propres calculs

*Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 1993*

L'Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 1993 pourra servir de source d'information concernant l'élevage à Madagascar. En effet, des sections du questionnaire ont été réservées à la collecte des informations statistiques relatives à l'Elevage : la section S7A31 pour l'effectif du cheptel, la section S7C pour les autres produits (viande et produits d'abat, lait, miel, etc.). Les informations collectées pourront aussi être utilisées pour estimer les prix aux producteurs (prix auxquels les éleveurs sont prêts à vendre leurs produits) et les prix sur le marché des produits de l'Elevage (prix auxquels les éleveurs achetant effectivement sur le marché). De plus, c'est la seule source qui puisse donner quelques informations sur l'autoconsommation et la structure des consommations intermédiaires du secteur Elevage.

La vraisemblance de ces informations dépendent essentiellement des déclarations des personnes enquêtées. Quant à la représentativité de l'échantillon, aucune information n'est encore disponible.

*Statistiques de Pêche*

Les Statistiques de Pêche sont élaborées au niveau de la *Section statistique de la Division Appui Suivi et Statistiques (DASS) - Direction des Ressources Halieutiques (DRH)- Ministère d'Etat du Développement Rural et de la réforme foncière*. La section est dotée de deux micro-ordinateurs pour la saisie et le traitement des données.

La circulation des informations s'effectue comme suit : brigades ou sections de pêche (au niveau des Fivondronana) - Circonscriptions de pêche - Services Provinciaux - Direction des Ressources Halieutiques. Les chiffres disponibles (de 1987 jusqu'à 1993) peuvent être regroupés en 2 catégories principales:

*Statistiques sur la pêche maritime (industrielle, artisanale, traditionnelle)*

Les chiffres concernant la production de la pêche industrielle se sont basés sur les statistiques communiquées régulièrement par les sociétés de pêche (rapports d'activités) opérant le long des zones côtières malgaches. Le représentant de la CEE à Madagascar est chargé de transmettre à la Direction des Ressources Halieutiques les rapports d'activités des sociétés de pêche étrangères (membres de la CEE) ayant obtenu l'autorisation d'opérer à Madagascar. Les informations se rapportent aux quantités et aux valeurs de la production et des exportations des produits halieutiques. Ces chiffres sont ainsi des chiffres réels, car toutes les sociétés de pêche encore opérationnelles envoient régulièrement leur rapport d'activité à la DRH.

Pour la pêche artisanale, trois outils ont été utilisés pour cerner la production : le certificat d'origine et de salubrité (COS), les enquêtes sur les consommations locales (faute de moyens, elles sont suspendues depuis 1993) et le suivi des opérateurs autorisés à collecter et à exporter des produits halieutiques. Ce sont donc plutôt des statistiques de commercialisation que des statistiques de production à proprement parler. Elles ne tiennent pas en compte les autoconsommations et les quantités consommées sur le lieu de production.

Pour la pêche traditionnelle, les chiffres ne sont que des "estimations" faites à partir des résultats des enquêtes cadres PNUD/FAO effectuées en 1987 sur la pêche traditionnelle à Madagascar. Les résultats donnent des chiffres constants depuis 1987. Apparemment, ceci ne reflète pas la réalité.

### *Statistiques sur la pêche continentale*

Les statistiques sur la pêche continentale sont des "estimations" faites à partir des résultats des enquêtes cadres PNUD/FAO effectuées en 1987 sur la pêche traditionnelle à Madagascar. Les méthodes d'estimations ne sont pas précisées. Les chiffres obtenus sont peu vraisemblables car constants depuis 1987.

### *Enquêtes cadres PNUD/FAO*

- En 1987, la Direction de la Pêche et de l'Acquaculture (DPA) du Ministère de la Production Agricole et de la Réforme Agraire (MPARA) avec l'aide du projet MAG 85/014 financé par le PNUD et la FAO, a commencé à élaborer un système statistique de collecte d'informations sur les prises de pêche de la pêcherie traditionnelle (maritime ou continentale). Les informations ont été obtenues grâce aux deux enquêtes cadres achevées en 1989 pour la pêche maritime et en 1990 pour la pêche continentale. Les enquêtes ont couvert les 6 principales zones de pêche des eaux intérieures et 4 principales zones côtières de Madagascar et se sont déroulées en deux phases :

la première phase a consisté à collecter toutes les informations sur les caractéristiques structurelles de la pêche traditionnelle : délimiter les villages de pêcheurs constituant l'unité statistique, recenser les pêcheurs, les pirogues et leurs caractéristiques (type, dimension,...) et les engins utilisés (filet). L'objectif était de constituer une base de sondage pour les enquêtes ultérieures couvrant la même population (dont la deuxième phase de l'enquête a fait partie).

la deuxième phase a fourni des informations sur l'estimation des captures de pêche par pirogue ventilées par engin et par espèce. On a effectué des enquêtes par sondage portant sur des échantillons (dont on n'a aucune information sur la taille) tirés à partir des résultats de la première phase.

- Un des objectifs du "*Programme Cadre Global de développement de la pêche et de l'aquaculture pour la période 1992-1996*" financé par le PNUD/FAO est la poursuite de la préparation et de la mise en place d'un système statistique complet et permanent pour la pêche traditionnelle malgache. Les enquêtes ont commencé cette année 1994. Les étapes à suivre sont les mêmes que celles des enquêtes cadres 1987, mais quelques améliorations ont été apportées surtout sur le plan méthodologique et le mode de recrutement des enquêteurs (responsabilisation des agents de la Direction des Ressources Halieutiques). On a commencé l'enquête par la zone côtière situant entre Fénéry-Est et Vatomandry et les résultats provisoires de la première phase sont prévus pour le mois de Février 1995.



### *Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 1993*

L'Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 1993 est une source potentielle d'information sur la pêche. La section S7C du questionnaire de l'Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 1993 est réservée aux autres revenus liés à l'agriculture dont font partis ceux de la pêche. Mais, il faudrait vérifier si l'échantillon pris a été réellement représentatif des pêcheurs malgaches.

### *Statistiques forestières*

Les statistiques forestières sont centralisées au *Service de l'Appui Technique (SAT) - Direction des Eaux et Forêts - Ministère d'Etat du Développement Rural et de la Reforme Foncière*. Les traitements se font encore manuellement, l'informatisation du service est prévue pour l'année 1995.

Les données parvenues au SAT sont toutes de sources administratives. Elles proviennent des sources diverses : rapports (mensuels, trimestriels et annuels) des cantonnements forestiers (CANFORET), des circonscriptions forestières (CIREF) et des services provinciaux des eaux et forêts (SPEF). Les outils utilisés sont les autorisations de coupe délivrées, les laissez-passer, les contrôles routiers, etc.. Les quantités et les valeurs des exportations sont obtenues à partir des déclarations mentionnées dans les demandes d'autorisations d'exporter par les opérateurs.

Beaucoup d'informations ont échappé à ces méthodes de collecte comme les quantités produites utilisées pour le compte propre des exploitants, celles consommées sur le lieu de production, les quantités produites par les petites exploitants n'ayant pas obtenu des autorisations, ainsi que les produits ayant échappé aux différents contrôles administratifs faute de moyens humains et matériels. Tandis que les chiffres sur les exportations sont des données réelles, puisque, depuis 1989, c'est seule la Direction des Eaux et Forêts (y compris les SPEF) est apte à délivrer des autorisations d'exportation.

### *Autres statistiques sur l'Agriculture*

Les autres dispositifs statistiques sur l'Agriculture concernent les flux monétaires ou transferts qui existent entre le secteur agricole et les autres secteurs institutionnels de l'économie (Institutions financières et Assurances, Etat, Industries, etc.).

### *Statistiques sur le Financement du Monde Rural*

Les informations statistiques qu'on a pu obtenir sur le financement du monde rural proviennent de deux sources différentes : les rapports d'activité annuels de la BTM et l'Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 93.

- Un rapport d'activités annuel de la BTM donne une image sur la situation des encours de crédits (par spéculation agricole, par région, par type et nature de crédit) à la fin de l'année considérée, mais ne contient pas les montants des crédits effectivement distribués durant l'année. Ainsi, les crédits à très court terme (moins de 6 mois), comme dans le cas des crédits à la production de blé par exemple, ne figurent pas dans ces rapports d'activités. Suite, d'une

part, à l'adoption des politiques de libéralisation du système bancaire et la déspecialisation des banques et , d'autre part, de la multitude des bailleurs de fonds intervenant dans l'Agriculture, cette source de donnée est insuffisante pour cerner le financement du monde rural.

- Un volet sur l'Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 93 (Section 11) a été réservé aux crédits contractés par les ménages particuliers et leurs usages au cours des 12 derniers mois. L'extrapolation des résultats obtenus semble être impossible vues les possibilités de prêt très limitées des banques. En plus, dans le cadre de la nouvelle *Politique de Développement du Financement Rural (PDFR)*, les crédits sont accordés à des associations ou groupements des paysans (*Associations de crédit à caution solidaire ACCS, Greniers Communautaires villageois GCV*).

*Statistiques sur l'Assurance Récolte sur Pieds ARP*

L'Assurance ARO est la seule compagnie d'Assurance qui a fourni des services auprès des agriculteurs. Elle dispose des statistiques sur ces opérations (Assurance Récolte sur Pieds) : primes d'assurance payées par les agriculteurs (par type de produits), les produits d'assurance payés par la compagnie depuis la date de la première souscription (Novembre 1986).

### Problèmes et limites des statistiques agricoles

Les principaux objectifs fixés par le Ministère d'Etat du Développement Rural et de la Réforme Foncière depuis l'année 1992 consistent à améliorer les conditions de vie en milieu rural et la productivité agricole, à promouvoir une politique d'ouverture de marché, à valoriser les ressources existantes et à protéger l'environnement. L'évaluation des résultats de ces politiques sectorielles et la mesure de l'impact des politiques macro-économiques adoptées (politique fiscale, politique monétaire, etc.) sur le bien-être des ménages agricoles exigent aux statistiques agricoles d'être capable d'alimenter une base de données permettant de faire des analyses fiables.

Mais, les services chargés de la collecte et du traitement des statistiques agricoles sont confrontés à des problèmes liés :

- au caractère informel dominant dans l'Agriculture malgache (en ce sens que la plupart des exploitants n'établissent pas de documents comptables) ;
- au changement des politiques économiques menées (libéralisation économique et privatisation des entreprises) ;
- à la mauvaise coordination des efforts entrepris par les services chargés des statistiques agricoles et les différents projets d'études sur l'Agriculture ;
- à l'instabilité institutionnelle et structurelle du Ministère chargé de l'Agriculture ;
- à l'insuffisance, aussi bien en quantité qu'en qualité, des moyens humains et matériels mis à la disposition des services statistiques.

Cette situation rend très difficile la tâche attribuée à ces services. Leurs productions statistiques présentent plusieurs failles tant sur le plan de la structure que sur le plan de la qualité :

- les statistiques agricoles disponibles en ce moment ne permettent même pas de dégager la valeur ajoutée issue de chaque sous-branche de l'agriculture. Elles sont orientées plutôt vers la production, et rares sont les données sur les coûts de production. Enfin, aucune information n'est disponible sur les rémunérations effectives des facteurs de production (travail, capital).

- la seule source de données qui pourrait permettre d'élaborer les comptes des ménages agricoles est l'Enquête Permanente auprès des Ménages EPM 93. Aucune comparaison avec d'autres sources n'est donc possible alors que la représentativité de l'échantillon reste encore inconnue car l'enquête n'a pas été conçue pour les seuls ménages agricoles. Le critère de classification en ville "urbaine" et "rurale" est choisi en fonction des résultats du RGPH 74/75 qui est trop ancienne.

- Aucun véritable recensement n'est effectué sur l'agriculture. Les différentes enquêtes menées se sont appuyées sur des bases de sondage, donc des coefficients d'extrapolation, trop anciennes et non mises à jour. L'hypothèse de structure démographique fixe de la population rurale durant une dizaine d'année (depuis le RGPH 74/75) est trop forte. Elle ne tient pas compte des mouvements migratoires de la population et la mobilité intersectorielle du travail entre le secteur agricole et les autres secteurs de l'économie. Ce phénomène est aggravé par la couverture plus ou moins réduite par rapport à l'importance du secteur agricole dans l'économie malgache.

- les procédures de collecte administratives, auxquelles on a eu recours très souvent, laissent échapper une partie très importante des informations désirées surtout en cette période de libéralisation de l'économie.

## **II - PROPOSITIONS**

On a constaté une faible qualité des données statistiques sur l'agriculture. Pour remédier à cette lacune, c'est une nécessité de mener un nouveau recensement sur l'agriculture. Le projet MADIO n'a pas les moyens suffisants pour effectuer une telle opération statistique si lourde. Mais, compte tenu de l'importance de l'agriculture sur l'économie malgache, des propositions d'actions sont faites, dans le cadre du projet, en vue de mieux exploiter les données existantes et d'apporter des améliorations aux systèmes d'information déjà mis en place. Elles consistent à valoriser au mieux les données existantes et à installer des observatoires en milieu rural.

### *Valorisation des données existantes*

L'exploitation des résultats de l'Enquête permanente auprès des Ménages EPM 93 est jugée intéressante pour diverses raisons. Elle est d'intérêt macro-économique, en ce sens que c'est la seule source permettant d'avoir des données cohérentes et récentes pour déterminer les structures des différents comptes d'une matrice de comptabilité sociale (comptes de production de la branche agriculture<sup>8)</sup>, comptes des différents types de ménages agricoles, comptes des différents produits agricoles) et servir de nouvelle base en terme de structure pour la comptabilité nationale (TES, TEE). Depuis le "recensement" national de l'agriculture en 1984, elle offre aussi l'unique occasion de fournir une image relativement complète et actuelle

---

<sup>8)</sup> Malheureusement, les structures des données ne permettent pas de désagréger les comptes en différentes branches agricoles

de l'agriculture et des ménages agricoles malgaches, de leur évolution et de leurs interactions avec les autres secteurs de l'économie. On pourrait aussi évaluer et comparer l'efficacité respective des deux différentes approches du secteur de l'agriculture à savoir l'enquête auprès des exploitations et l'enquête auprès des ménages agricoles. Ainsi, différentes analyses seront menées à partir de cette enquête :

- analyse des caractéristiques des ménages agricoles, du travail agricole et du capital agricole (une étude comparative avec les résultats du RNA 84/85 est prévue).

- élaboration et analyse des structures des comptes de production des différentes filières, surtout celle du "riz", en se basant sur la structure des coûts de production obtenue à partir de l'enquête "coûts de production (cas du paddy)" du RNA 84/85.

- élaboration et analyse des structures des comptes des ménages agricoles selon les différents types de ménages à déterminer en fonction des objectifs visés par la matrice de comptabilité sociale.

- Analyse des influences des différents facteurs (qualification du travail, contribution des femmes, utilisation d'engrais, etc.) sur les rendements de production pour chaque type de produit.

- Etude de l'impact de la libéralisation économique sur l'agriculture malgache

#### Installation des observatoires en milieu rural

Un volet du projet MADIO consiste à évaluer, par une approche qualitative, l'interaction entre les politiques macro-économiques et les stratégies des acteurs locaux. Il est prévu de mener des enquêtes permanentes dans des zones géographiques restreintes (village ou groupe de villages) en milieu rural et représentatives d'une problématique à l'échelle régionale.

Quatre observatoires au minimum seront choisis selon les critères suivants :

- la problématique régionale doit être articulée aux principales questions macro-économiques : par exemple, la vanille étant un des principaux produits d'exportation de Madagascar, l'étude des stratégies des producteurs de vanille suite à des nouvelles politiques appliquées sur le commerce extérieur et sur le prix est particulièrement pertinente.

- les principaux systèmes de production doivent être représentés :

- \* Hautes-Terres centrales : petites exploitations familiales associant riziculture et cultures "sèches",

- \* Côte Nord Est : région de production de vanille,

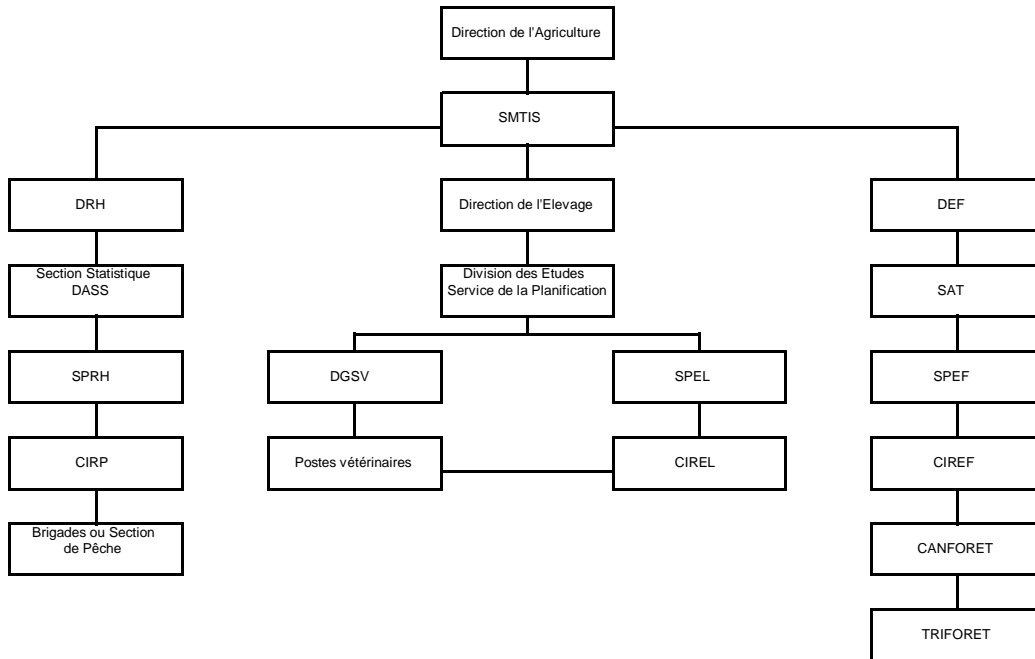
- \* Côte Ouest : grands périmètres rizicoles,

- \* Côte Sud Ouest : pêche artisanale.

Les observatoires seront choisis après une pré-enquête ; la dynamique des transformations observées est abordée par une approche pluridisciplinaire faisant appel aux techniques de la géographie humaine, de l'anthropologie et de l'histoire<sup>9)</sup>.

Ces nouveaux dispositifs pourront venir compléter dans le système d'information statistique actuel et y apporter quelques améliorations.

Le Circuit des informations statistiques au sein du Ministère d'Etat chargé de l'agriculture et de la Réforme Foncière



DRH: Direction des Ressources Halieutiques  
 DEF: Direction des Eaux et Forets  
 DGSV: Direction Générale du Service Vétérinaire  
 SMTIS: Service de la Methodologie et du Traitement des Informations Statistiques  
 SAT: Service de l'Appui Technique  
 SPRH: Service Provincial des Ressources Halieutiques  
 SPEL: Service Provincial de l'Elevage

SPEF: Service Provincial des Eaux et Forets  
 CIRP: Circonscription de Pêche  
 CIREL: Circonscription de l'Elevage  
 CIREF: Circonscription des Eaux et Forets  
 CANFORET: Cantonnement Forestier  
 TRIFORET: Triage Forestier

<sup>9)</sup> "Les conditions de réussite du processus de transition de l'économie malgache : approche qualitative" par Isabelle DROY Projet MADIO